



LAFARGEHOLCIM GRANULATS

Carrière de Chevières

Lieu-dit « Les Taillis »

CD 155

60126 Longueil-Sainte-Marie

Tel : 03 44 97 22 40

Mairie de Compiègne

Commission d'Enquête

projet Canal Seine Nord Europe secteur 1

Messieurs Jayet, Allonneau et Lignier

Place de l'Hôtel de Ville

60200 COMPIEGNE

Longueil Sainte Marie, le 4 novembre 2020

OBJET : Enquête publique relative au projet de Canal Seine Nord Europe
secteur 1 – Observations formulées par LafargeHolcim Granulats

Messieurs de la Commission d'enquête publique,

LafargeHolcim Granulats exploite des carrières et produit des sables et graviers (granulats) dans la plaine alluviale de l'Oise sur le secteur du Compiégnois à destination du marché local du BTP. Les matériaux extraits de nos carrières situées sur les communes de Chevières, Choisy au Bac, Rivecourt et prochainement Pimprez sont transportés par voie fluviale jusqu'à notre installation de traitement implantée sur les communes de Chevières et Longueil Sainte Marie.

Faisant partie des premières flottes privées de France, LafargeHolcim Granulats a développé sur chacun de ses sites des aménagements fluviaux et a recours massivement au transport de ses matériaux par voie fluviale. Ce dispositif logistique constitue un principe majeur pour notre société aussi bien en termes économiques qu'en termes de développement durable de nos activités (un convoi fluvial de matériaux évite 250 camions sur la route ainsi que plusieurs tonnes d'émissions de CO2).

En ce sens, le projet du Canal Seine Nord Europe (CSNE) reçoit notre soutien sur ses objectifs d'amélioration de l'offre fluviale par l'optimisation des volumes de marchandises à transporter et sur le développement de l'attractivité du territoire autour de la voie d'eau.

Par ailleurs, les travaux à mener dans le cadre de la réalisation de ce projet de grande envergure permettront de dynamiser le territoire, les activités de travaux publics et l'emploi pour les quatre prochaines années.

Dans le cadre de la présente enquête dont vous avez la charge et à la lecture des différents documents mis en consultation, nous souhaitons toutefois souligner les éléments suivants afin qu'ils puissent être pris en compte dans l'avancée et le développement du projet ainsi que lors de la réalisation des travaux.

1. Secteur de la carrière de Pimprez bord à canal

Par arrêté préfectoral en date du 13 mars 2020, LafargeHolcim Granulats est autorisée à procéder à l'exploitation d'une carrière alluvionnaire de 127 ha sur la commune de Pimprez pour une durée de 15 ans, soit jusqu'en 2035. Avec un rythme moyen annuel d'extraction de 600 000 tonnes, l'évacuation des matériaux extraits est prévue par voie fluviale avec un potentiel recours à la voie routière.

L'évacuation des granulats extraits nécessite donc la mise en service d'un quai privé sur le domaine public fluvial du Canal Latéral à l'Oise (CLO) actuel.

1.1. Maintien du fonctionnement d'un quai privé

Compte tenu du caractère relativement concomitant des deux projets (carrière – CSNE), des échanges réguliers sont intervenus entre la Société du CSNE et notre entreprise pour coordonner nos opérations techniques respectives. C'est ainsi que par courrier du 27 décembre 2017, la société du CSNE nous a précisé que notre « *projet de quai privé a été intégré à ces études de maîtrise d'œuvre afin qu'il soit pleinement compatible avec le projet du Canal Seine Nord Europe* ».

Toutefois nous ne retrouvons pas mention du quai privé prévu par notre société dans les éléments de l'étude d'impact présentés à l'enquête publique. Sur ce point, nous souhaitons nous assurer que le positionnement de notre quai a bien été pris en compte du fait qu'il sera opérationnel avant la réalisation des travaux du canal (voir plan en PJ), et qu'aucune mesure environnementale de type ERC n'est prévue au droit du quai dans le projet de CSNE.

Nous avons exposé à Voies Navigables de France, gestionnaire actuel du Canal Latéral à l'Oise (CLO), que nous prévoyons dans un premier temps de réaliser un quai provisoire de chargement en rive gauche à proximité du PK 111 du canal latéral à l'Oise. La perspective de la conduite prochaine des travaux de creusement et d'élargissement du Canal Latéral à l'Oise, au droit de notre site de Pimprez, ne nous permet pas d'envisager la construction d'un quai de chargement / déchargement de matériaux adossé à la durée de vie de la carrière autorisée (15 ans). En effet, son implantation serait remise en question dès les premiers travaux d'élargissement du CLO, à proximité du PK 111.

Sur ce point, nous souhaiterions connaître les modalités d'indemnisation de LafargeHolcim Granulats par la société du CSNE pour compenser les coûts de démantèlement du quai provisoire et de la perturbation liée à la perte de l'accès à la voie fluviale (CLO ou CSNE) alors que le recours à ce mode de transport est expressément prescrit à l'arrêté préfectoral du 13 mars 2020 autorisant notre exploitation.

Par ailleurs, afin que nous puissions anticiper au mieux nos investissements industriels aussi bien pour la réalisation du quai provisoire envisagé dans un premier temps, que pour celle du notre quai sur le CSNE, nous aurons besoin que la société du CSNE nous tienne régulièrement informé du planning actualisé des travaux prévus dans ce secteur du PK 111.

Une bonne communication permettrait de créer notre quai privé en synergie avec les travaux du futur canal. Elle permettrait également d'éviter une interruption prolongée de l'évacuation des matériaux par la voie fluviale et de mettre en péril le volume de nos activités.

1.2. Maintien du flux fluvial pendant la phase chantier

Le planning du projet du CSNE semble prévoir une intervention au droit du quai privé de Pimprez en phase 2a de travaux.

Il est précisé en page 106 du document C1, qu'il n'y aura pas d'interruption de la navigation. Néanmoins, les travaux d'excavation et d'élargissement d'une durée globale de 36 mois, remettront en cause l'usage de notre quai et nous redoutons une interruption prolongée de l'accès à la voie fluviale causée par la nécessaire destruction de notre quai privé que nous aurons en outre à reconstruire.

Notre société souhaite avoir l'assurance de pouvoir évacuer en continue les matériaux extraits de notre exploitation de carrière et s'assurer de la garantie de sa desserte fluviale et routière sans interruption. Il est donc impératif qu'une approche étroite, partagée et coordonnée entre la société du CSNE et nos équipes soient menées en anticipation des travaux prévus pour la réalisation du CSNE.

Dans cet esprit, nous aurions besoin que la société du CSNE nous communique dans le détail des implantations et le planning des travaux prévus dans ce secteur (routier et fluvial), dès que celui-ci sera établi.

De cette manière, des travaux synergiques pourraient être envisagés.

1.3. Franchissement routier RD40 bis dans l'emprise de la carrière autorisée

Le projet de franchissement routier de la RD40 bis recoupe le périmètre de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 mars 2020.

L'emprise concernée porte sur environ 7 000 m² et est située sur la parcelle cadastrée ZD 11 de la commune de Pimprez. Elle a fait l'objet, à notre demande d'un diagnostic archéologique au titre de la loi sur l'archéologie préventive dans le cadre des dispositions préalables à l'exploitation de la carrière. Nous tenons à la disposition de la SCSNE le rapport de diagnostic établi par l'INRAP en janvier 2018.

Par ailleurs, il nous semble que l'emprise du franchissement routier ainsi que l'emprise travaux nécessaire à sa réalisation sont situées en dehors du champ d'application de la DUP et du périmètre d'aménagement foncier. L'empiètement de cette emprise routière vient diminuer le périmètre exploitable de la carrière et par conséquent les volumes de matériaux

prévus d'y être extraits au regard du contrat de forage dûment établi avec le propriétaire de la parcelle ZD 11.

Nous nous interrogeons donc sur la nature de la compensation que la société du CSNE entend proposer afin que ni le propriétaire, ni notre société, ne soient lésés.

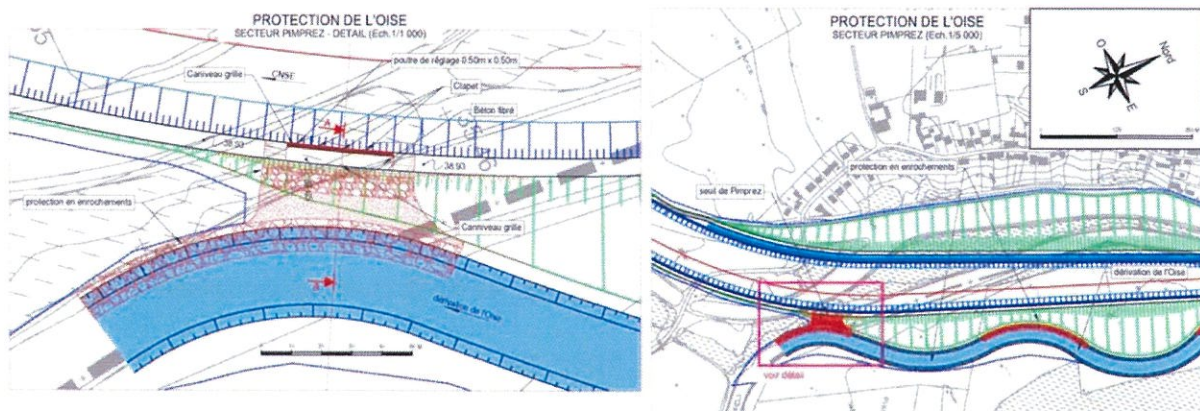
De plus, le projet RD 40bis dans cette configuration nécessitera de notre part de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Oise une modification des conditions d'exploitation de la carrière au titre des articles R 512-33, 39-1 à 6 et du R 181-46 du Code de l'environnement visant à exclure cette emprise du périmètre de la carrière autorisée. A défaut ou dans l'attente de la notification d'un arrêté modificatif, compte tenu de la responsabilité technique incombant à LafargeHolcim Granulats sur le périmètre de la carrière autorisée par l'AP du 13 mars 2020, des règles de co-activité permettant d'assurer la sécurité du personnel et les obligations réglementaires de nos chantiers respectifs devront être établies.

A nouveau, nous sollicitons une communication dynamique avec la société du CSNE pour anticiper les démarches à mener et assurer la sécurité de nos opérations mutuelles.

1.4. Impact cumulé du projet du canal avec le projet de carrière en cas d'inondation

Dans l'étude hydraulique annexée à la demande, il apparaît qu'un déversoir du futur CSNE vers l'Oise est prévu au niveau de Pimprez, juste en amont de l'emprise de notre carrière, au nord du méandre de l'Oise.

Nous souhaitons avoir l'assurance que l'étude hydraulique a pris en compte la présence de notre carrière alluvionnaire sur ce secteur dans l'analyse des impacts cumulés.



Selon le plan de phasage d'exploitation de la carrière, la zone située en extrême nord-est de notre périmètre sera en cours d'exploitation d'ici 9 à 10 ans, ce qui signifie que le CSNE devrait être construit et que le déversoir sera fonctionnel à cet endroit.

Par conséquent, nous souhaitons nous assurer que les impacts du déversoir sur la carrière et les futures zones d'extraction en eau situées à 50 m du lit mineur de l'Oise ont bien été prises en compte dans l'étude hydraulique du CSNE en cas de crue dans ce secteur.

1.5. Impact cumulé du projet du canal avec les mesures d'évitement prises par LafargeHolcim Granulats dans le cadre de l'autorisation d'exploiter la carrière de Pimprez

Le projet du CSNE prévoit au droit de la carrière de Pimprez un élargissement du CLO et la mise en étanchéité des berges de ce dernier. Ainsi le fonctionnement naturel d'échange, existant actuellement entre le CLO et l'Oise et son champ d'inondation, serait rendu étanche sur ce linéaire de berges.

L'autorisation d'exploiter la carrière de Pimprez a été délivrée sur la base du respect de la déclinaison de la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC), en réponse aux enjeux identifiés sur le site de la carrière. C'est ainsi que l'arrêté préfectoral du 13 mars 2020, autorisant l'exploitation de la carrière, rappelle que le boisement alluvial (Bois de Joncourt), situé le long du CLO au nord de la carrière et au sein du périmètre de la carrière de Pimprez, constitue une zone d'évitement pour laquelle LafargeHolcim Granulats est amenée à conduire des suivis écologiques réguliers pendant la durée de son autorisation afin de vérifier la persistance des intérêts ayant justifiés cette mesure d'évitement.

Aussi, nous nous interrogeons sur les conséquences de l'imperméabilisation des berges du CSNE sur le caractère humide du Bois de Joncourt (au sens floristique et pédologique) et de ses intérêts en terme de bio-corridor écologique.

En cas de régression de ces intérêts (bois alluvial, zone humide, bio-corridor...) imputable à l'imperméabilisation des berges du CSNE, nous souhaitons savoir quelles mesures la société du CSNE a prévues en cas de dégradation avérée de l'état des boisements alluviaux causée par un abaissement local du niveau de la nappe alluviale.

2. Impact du projet sur les ressources minérales exploitables

2.1. Gisement contraint par des stockages définitifs et temporaires

Dans le secteur 1, le canal prévoit de constituer deux dépôts définitifs de déblais en plaine de l'Oise.

Il n'est pas de notre ressort de juger de la pertinence hydraulique, paysagère ou encore d'usage à termes de ces dépôts. Nous tenons cependant à faire observer que la création de ces dépôts de déblais en plaine alluviale vient à rendre impossible l'exploitation des ressources alluvionnaires situées au droit de ceux-ci, du fait d'un taux de recouvrement trop important.

Au titre de l'accès à la ressource minérale, nous regrettons le caractère définitif de ces dépôts qui vont « stériliser » des ressources minérales alluvionnaires alors que le Schéma départemental des carrières de l'Oise approuvé le 14 octobre 2015 fixe des orientations et objectifs en matière de modes d'approvisionnement (pages 61 et 62 du document) prévoyant de :

- *favoriser l'exploitation de gisements dont le taux moyen de recouvrement est faible, ou dont la puissance est forte.* La création de dépôts définitifs sur des secteurs de ressources alluvionnaires potentielles (ensemble de la vallée de l'Oise) va à l'encontre de cet objectif,
- *enrayer la chute de production des matériaux alluvionnaires en eau dans l'Oise, à hauteur de ce que permet la protection des enjeux environnementaux, de manière à maintenir au moins la capacité de ce département à satisfaire ses propres besoins pour ce type de granulats.* Là encore, on mobilisant des secteurs agricoles à faible enjeux environnementaux, ces secteurs de dépôts définitifs vont à l'encontre de cet objectif du Schéma départemental des carrières de l'Oise.

En outre, après avoir fait le constat que la production de granulats alluvionnaires dans l'Oise a chuté de 60% entre 1993 et 2008 dans le département et que celui-ci est devenu déficitaire de plus de 60 % de ses besoins en granulats et dépendant des départements limitrophes. Le Schéma établit des déclinaisons territoriales et expose que *dans le département de l'Oise, les seules autorisations d'extraction de matériaux alluvionnaires en eau actuellement en cours ne permettent pas de maintenir les niveaux de production nécessaires à la satisfaction des besoins au-delà de quelques années. Il est impératif que de nouvelles autorisations d'extraction de matériaux alluvionnaires soient accordées sur le département.*

En tout état de cause, la création de dépôts définitifs sur des secteurs potentiellement exploitables va à l'encontre des ambitions de ce Schéma, ce que nous ne pouvons que regretter.

L'impact de ce type de dépôt vis-à-vis des ressources en matériaux du département mériterait d'être analysé à l'avenir pour les futurs secteurs et projets et éviter ainsi le gel de ressources minérales naturelles.

La valorisation de ces déblais en aménagement de zones écologiques ou de terres agricoles par le remblayage d'anciennes carrières, de carrières actuelles ou à autoriser doit être davantage examinée.

A ce titre, on peut s'interroger sur l'opportunité qu'il y aurait à extraire les 2 secteurs identifiés puis de les remblayer avec les matériaux non valorisables issus du chantier, plutôt que d'en « stériliser » les potentielles ressources minérales naturelles.

Par ailleurs dans la phase chantier, il est également prévu la création de plusieurs dépôts dits provisoires le long du canal. Les parcelles concernées par ces dépôts feraient l'objet de conventions d'occupation temporaire passées avec les propriétaires de ces terrains (page 11 de l'étude d'impact). Il est prévu que ces stocks temporaires admettent des déblais pendant 5 ans au maximum au cours de la phase chantier (*voir page 7 de l'annexe 6 sur la caractérisation des déblais du mémoire en réponse à l'avis de l'AE*).

Ces stockages temporaires nous interpellent sur leur durée de vie après chantier et leurs délais d'évacuation. Quelle destination ou usages futurs ces matériaux auront-ils au terme de la durée de stockage annoncée ?

2.2. Gisement contraint par des mesures compensatoires de reboisement

De la même manière, dans le paragraphe 2.5.1.4 de l'étude d'impact B7A il est fait état de sites privilégiés pour la recherche de mesures compensatoires.

Certains sites retenus comme le méandre de Sainte Croix et de la boucle de Muids prévoit respectivement des plantations de 50 et 62 ha sur des terres agricoles. Hormis le fait que ces boisements auraient pour conséquence la disparition de terres agricoles dans le paysage de la plaine ; ces plantations diversifiées à vocation écologique viendraient également contraindre davantage des ressources minérales potentiellement exploitables.

Cette disposition nous conduit aux mêmes remarques formulées au paragraphe précédent.

Il conviendrait que les mesures de boisement compensatoires projetées soient réalisées de manière à ne pas grever davantage les gisements alluvionnaires de l'Oise et de l'Aisne.

2.3. Valorisation des matériaux alluvionnaires extraits dans le fuseau du canal

Un chantier de l'envergure du CSNE doit intégrer des notions d'économie circulaire pendant toute sa phase chantier en adoptant une phase importante de valorisation des matériaux et du réemploi des matériaux extraits.

Le tracé du CSNE recoupe des formations alluvionnaires de sables et graviers valorisables en granulats. Certains secteurs, comme le *Maubon* et la *Rouillée* à Choisy-au-Bac, constituaient des projets d'exploitation par notre entreprise dans le prolongement des exploitations déjà réalisées sur cette commune.

Nous observons que le projet de CSNE semble vouloir valoriser une partie des 2,7 millions de matériaux excédentaires en valorisant par exemple les alluvions et matériaux nobles en granulats, en utilisant des déblais dans des aménagements ou des comblements de carrières (page 54 du document A2). Toutefois le descriptif des modalités d'excavation présenté en page 87 du document A2 ne semble pas faire l'objet d'un creusement par distinction des couches de matériaux et de sédiments rencontrés mais uniquement en deux phases qui distinguent les matériaux extraits au-dessus du niveau de la nappe de ceux extraits en eau.

Un travail de sélection des couches de matériaux rencontrés au moment de l'extraction permettrait un meilleur tri en amont de leur transit vers les plateformes de dépôts provisoires. Ceci permettrait de valoriser davantage les différentes catégories de matériaux et de pouvoir définir au mieux leur caractérisation, leur vocation et leur usage futur dès l'extraction.

Enfin, sur les secteurs à enjeux de ressources minérales alluvionnaires, est-il prévu que la société du CSNE procède à des abandons de périmètre de DUP, dès lors que les emprises nécessaires au projet du CSNE auront été définis par l'autorisation environnementale, et si oui sous quel délai ?

3. Parcellaire nécessaire aux travaux et procédure d'éviction

Les terrains concernés par des plateformes de stockage temporaire et des emprises de travaux provisoires n'ont pas fait l'objet de l'enquête parcellaire. Ainsi, plusieurs parcelles en propriété de LafargeHolcim Granulats sur le secteur de Choisy au Bac au lieu-dit le « *Maubon Nord* » et « *la Rouillée* » projetaient d'être acquises uniquement sur des petites portions, telle que présentées dans les plans de l'enquête parcellaire réalisée entre le 14 octobre et 14 novembre 2019.

Cependant les plans de synthèse de l'opération présentée dans les Atlas du document A2 de l'autorisation environnementale indiquent que ce sont la totalité des parcelles qui seront utilisées pour partie pendant la phase chantier pour des stockages provisoires et des plateformes de travaux provisoires et pour partie pour la création du futur canal.

Les parcelles et portions de parcelles présentées dans l'enquête parcellaire rappelée plus haut, font aujourd'hui l'objet d'un arrêté de cessibilité. Néanmoins, cette cessibilité pour cause d'utilité publique ne porte pas sur le parcellaire et les portions de parcelles n'ayant pas fait l'objet de l'enquête préalable de 2019.

Ainsi, nous souhaitons savoir si la société du CSNE envisage de refaire une enquête parcellaire pour les emprises non concernées par la première ou si des négociations au cas par cas seront prévues pour les terrains concernés par des occupations temporaires en phase chantier. Dans tous les cas, il apparaît qu'à ce jour ces terrains ne font pas l'objet d'une maîtrise foncière de la part de la société du CSNE.

Nous espérons que l'ensemble de nos observations et questions pourront être prises en considération et que la société du CSNE pourra y apporter quelques éléments de réponses.

Vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien accorder à nos observations, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

LafargeHolcim Granulats
Directeur Agence Seine Amont
Benjamin CLOCHARD



Pièces Jointes : 4

A : Plan du secteur de Pimprez

B : Arrêté Préfectoral d'autorisation de Pimprez

C : Plaquette de présentation de la carrière de Pimprez

D : Extrait du Schéma Départemental des Carrières de l'Oise